

RACHID BENAÏSSA À LA CHAÎNE III :**L'exode rural a été réduit**

L'exode rural a été réduit, visiblement, dans plusieurs régions du pays, selon le ministre de l'Agriculture et du Développement rural (MADR).

Invité hier de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, Rachid Benaïssa constate que l'exode rural a été stabilisé dans certaines zones et qu'il y a un retour important de populations ailleurs.

Et cela dans la mesure où la politique de renouveau rural et agricole en œuvre suscite l'engouement, selon M. Benaïssa qui relève que la construction lancée ou programmée de plus de 1 million de logements ruraux devrait bénéficier à plus de 2, voire 5 millions d'Algériens.

Et d'autant que cette politique de renouveau, basée sur un développement équilibré et cohérent de l'ensemble des territoires et ciblant l'espace rural comme «espace d'ave-



Rachid Benaïssa, ministre de l'Agriculture et du développement rural.

nir», financée à hauteur de 60 milliards de dinars uniquement par le MADR, est en bonne voie, selon l'invité radiophonique. Selon Rachid

Benaïssa, «la dynamique est en train de se mettre en place», malgré des échecs, au profit notable de 5 à 6 millions d'habitants. Et cela dans le cadre des projets de proximité de développement rural intégré (PPDRI) dont plus de 2 000 ont été déjà lancés et 12 000 autres programmés à l'horizon 2014.

Des projets dont l'engineering relève de l'Entreprise algérienne de génie rural, récemment créée, en partenariat avec la Direction générale des forêts, mais aussi en symbiose avec les collectivités locales et la société civile.

Par ailleurs, Rachid Benaïssa a indiqué qu'une société a été créée en vue de valoriser les productions du terroir, dans le cadre d'une vision rationalisée et d'autant que les producteurs peuvent bénéficier de multiples incitations financières et facilités foncières.

Chérif Bennaceur

EFFICACITÉ DES DÉPENSES PUBLIQUES**Quel budget pour les femmes ?**

Un atelier des expériences internationales en matière d'efficacité et d'alignement des dépenses publiques sur les politiques publiques a été lancé hier dans le cadre de la mise en œuvre du programme commun de coopération sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes. Cet atelier, qui a démarré en 2010, a été signé conjointement par l'Algérie et sept agences des Nations Unies.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Les experts présents à ces travaux ont expliqué que la budgétisation sensible au genre (BSG) n'est pas un budget séparé pour les femmes. «Il ne s'agit pas de ségrégation bud-

gétaire, avec des crédits affectés séparément aux hommes et aux femmes. Budgétiser selon l'approche genre ne présuppose pas des arbitrages et des négociations budgétaires conflictuels opposant les hommes et les femmes», a déclaré M^{me} Houacine, directrice du programme.

Selon l'intervenante, la budgétisation sensible au genre permet d'adopter une approche et une analyse dans la préparation et le suivi de l'exécution du budget.

L'atelier vise, selon ses organisateurs, à sensibiliser et mener des discussions entre les secteurs ministériels qui auront à mettre en relief l'état d'avancement de leurs projets. Le temps de travail non rémunéré, notamment celui des femmes et des filles, pourra être

quantifié et rémunéré, assurent les initiateurs de l'atelier.

Le Programme commun pour l'égalité entre les genres et l'autonomisation des femmes en Algérie a été conçu en concertation entre plusieurs ministères sectoriels, des associations de la société civile et sept organisations du Système des Nations Unies.

Il a pour but d'appuyer les efforts nationaux pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, avec un accent particulier sur l'accès amélioré à l'emploi pour les femmes.

Il s'agit notamment, selon les intervenants, de l'amélioration de l'accès des femmes à l'emploi à travers des soutiens ciblés, la réalisation d'actions d'information et de formation en direction de la population

sur les questions du genre et des droits socio-économiques des femmes.

Les spécialistes insisteront plus particulièrement sur l'employabilité des femmes et des jeunes filles, en particulier celles résidant en milieu rural et vulnérables et leur accès au travail décent.

La réalisation du Programme commun s'étendra par ailleurs sur une période allant de 2010 à 2012.

«L'intégration de l'approche genre concernera aussi la planification locale, au niveau de communes pilotes, et le développement des connaissances sur le genre dans les organisations de la société civile pour promouvoir l'autonomisation des femmes au niveau des institutions», expliquent les intervenants.

F.-Z. B.

FRUITS ET LÉGUMES**Les grossistes favorables à la création d'une société spécialisée**

L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) soutient la décision gouvernementale pour la création d'une société de gestion des marchés de gros de fruits et légumes.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Selon l'UGCAA, une commission mixte entre le ministère du Commerce et celui de l'Intérieur a été installée pour la création d'une société de gestion et d'organisation

des marchés de gros des fruits et légumes.

«Cette société sera mise en place, incessamment. Elle permettra de mettre un terme à la spéculation et de lutter contre l'informel qui sévit

à l'intérieur et à l'extérieur des marchés», a affirmé le secrétaire général de l'UGCAA, Salah Souleïh, hier à Alger lors d'une rencontre des marchands de gros des fruits et légumes.

Les professionnels se sont réunis, pour débattre d'un avant-projet sur l'organisation de l'activité commerciale dans les marchés de

gros des fruits et légumes. «Les marchands de gros s'attèleront à passer au peigne fin ce texte de loi pour pouvoir apporter des propositions à soumettre au ministère du Commerce», explique-t-on.

Ces commerçants demandent, entre autre, l'effacement de leurs dettes qui, précise-t-on, «se sont accumulées durant les années du terrorisme où l'activité commerciale a considérablement baissé notamment dans les régions touchées par ce fléau».

Les mandataires revendiquent également l'acquisition des stands dans les enceintes des marchés de gros dont le nombre ne dépasse pas les 42 à l'échelle nationale.

Les marchands de gros de fruits et légumes plaident aussi pour le plafonnement des prix de ces produits et la fixation d'une marge bénéficiaire pour les vendeurs au détail. «Sur les étals de marché, les prix des fruits et légumes sont multipliés pour atteindre 3 à 6 fois le prix du gros.

Pour réguler ce marché, seul le plafonnement des prix et la fixation d'une marge de bénéfice pourraient mettre un terme à la spéculation des commerçants en détail», expliquent les professionnels.

R. N.

**PREMIER
ÉTABLISSEMENT
PÉNITENTIAIRE****DE CETTE
CATÉGORIE****Ouverture
officielle de la
nouvelle prison
de Bordj-Bou-
Arréridj**

Le nouveau pénitencier de Bordj-Bou-Arréridj a ouvert ses portes hier. D'une capacité de 2 000 places, cet établissement fait partie du programme de 13 prisons de nouvelle génération qui seront réceptionnées au courant de l'année.

Le directeur général de l'Administration pénitentiaire et de la réinsertion était, hier, à Bordj-Bou-Arréridj afin de procéder à l'ouverture officielle de la nouvelle prison. Un établissement pénitentiaire de dernière génération qui peut accueillir 2 000 détenus.

«Nous disposons aujourd'hui d'une structure qui répond parfaitement aux normes et aux standards internationaux en matière de prise en charge et de réinsertion des détenus. Nous leur offrons une prise en charge sanitaire de qualité ainsi que des espaces adéquats pour leur formation», a indiqué Mokhtar Felioune lors de cette visite.

Selon Djemoui Nouredine, le directeur de cette prison, le concept appliqué à Bordj-Bou-Arréridj diffère totalement avec ce qu'a connu le secteur depuis des années. «La prison est divisée en 5 parties totalement indépendantes. Les ailes 1 et 2 sont réservées à l'accueil et au dispatching des détenus. C'est également dans cette zone que se trouvent les espaces consacrés aux familles.

Les zones de détention sont situées au niveau des ailes 3, 4 et 5. Elles ont chacune leur configuration en matière d'hébergement, soit des chambres de 10 détenus pour l'aile 3, des chambres de 4 pour l'aile 4 et des cellules individuelles pour l'aile 5.» Notons que chaque aile dispose d'une salle de soins, de salles de classes et d'ateliers.

L'établissement est également équipé d'un centre de santé et de plusieurs salles de sport. La prison de Bordj-Bou-Arréridj répond également aux normes les plus strictes en matière de sécurité.

Le personnel a reçu une formation spéciale afin de faire face à tout risque, notamment les mutineries et les incendies. Notons que 200 détenus sont actuellement au niveau de cette prison.

Ils proviennent des établissements des anciens établissements de Bordj-Bou-Arréridj, Sétif et Ras-El-Ma. Mokhtar Felioune a précisé que 12 autres pénitenciers de la même catégorie seront réceptionnés au courant de l'année 2011. A terme, ce sont 13 000 nouvelles places qui viendront renforcer le parc carcéral.

Tarek Hafid